

# Chapitre 3: Reporting Extra- Comptable et Durabilité

MD



# 1. Fondements , Parties Prenantes et normes de la RSE

1

## Historique

La RSE, bien que très présente en Europe depuis les années 2000, a des racines profondes remontant aux États-Unis. Son évolution reflète les changements dans les attentes sociétales envers les entreprises.

2

## Définitions

La RSE aujourd'hui implique l'intégration des impacts environnementaux et sociaux dans les décisions d'entreprise, allant au-delà de la simple conformité légale.

3

## Parties Prenantes

Comprendre les parties prenantes est crucial pour une RSE efficace. Cela inclut les employés, les clients, les fournisseurs, les communautés locales et l'environnement.





# L'Approche Utilitariste de la RSE

## Vision Managériale

Développée à partir des années 1980, l'approche utilitariste de la RSE met l'accent sur la performance économique. Elle cherche à démontrer que les pratiques responsables peuvent conduire à des stratégies "gagnant-gagnant" pour l'entreprise et la société.

## Le "Business Case" de la RSE

Bien que le lien direct entre performance financière et RSE reste à prouver, de nombreuses entreprises ont adopté le concept de "business case". Cette approche met en avant les avantages économiques potentiels d'une politique RSE bien menée, tels que l'amélioration de l'image de marque, la fidélisation des clients et l'attraction des talents.

# L'Approche "Business and Society"



## Équilibre

Entre vision éthique et utilitariste, cette approche cherche un équilibre entre les intérêts de l'entreprise et ceux de la société.



## Parties Prenantes

Elle prend en compte les intérêts de toutes les parties prenantes, pas seulement des actionnaires.



## Développement Durable

Intègre les dimensions économique, environnementale et sociale dans l'évaluation de la performance de l'entreprise.

L'approche "Business and Society" représente une évolution majeure dans la conception de la RSE, particulièrement en Europe. Elle dépasse la simple notion d'éthique pour englober une vision tridimensionnelle de la performance d'entreprise, alignée sur les principes du développement durable.

# Le Concept de Triple Bottom Line

1

## Profit (Économie)

Assurer la viabilité financière de l'entreprise

---

2

## People (Social)

Répondre aux attentes sociales et sociétales

---

3

## Planet (Environnement)

Préserver les conditions de reproduction de la nature

Le concept de Triple Bottom Line, introduit par John Elkington en 1994, propose une approche holistique de la performance d'entreprise. Il suggère que le succès d'une entreprise ne devrait pas être mesuré uniquement par ses résultats financiers, mais aussi par son impact social et environnemental. Cette approche, souvent résumée par les "3P" (Profit, People, Planet), est devenue un pilier fondamental de la RSE moderne.

## 17 Sustainable Development Goals

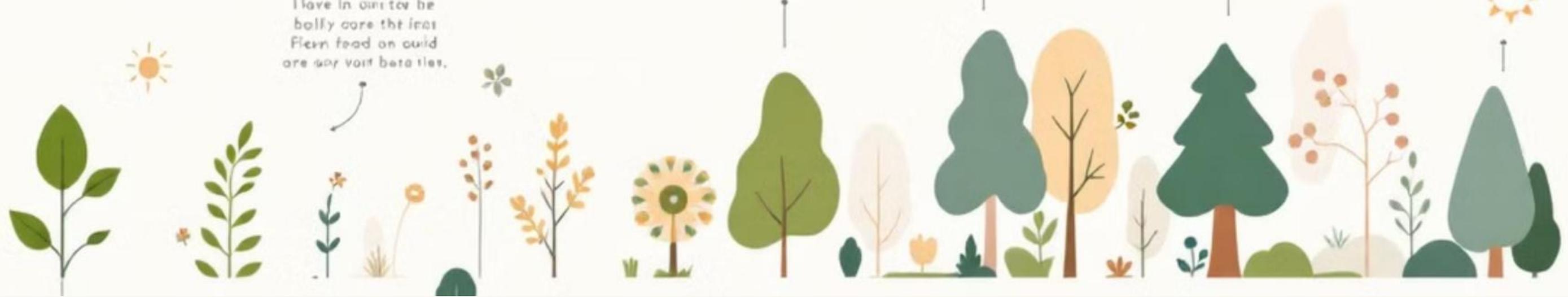
In peroxia, the sustanble developoum in a circ luen are the Dostainable esvirepre of fourstianales and rha epperec are enl Grem lanoes on du staisle peo efens anaralale under proerms capringlof iis draisles in the sine are heol to liler yuor conse of the Gist to wrole ang out or moovraiale hent de sals pces. Lets bu cipess for ralsuatior pnercane on Inscro dational.



# Naissance du Développement Durable et de la RSE

- 1 — 1987**  
 Publication du rapport Brundtland définissant le développement durable
- 2 — 1992**  
 Sommet de la Terre à Rio et Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement
- 3 — Post-1992**  
 Adoption progressive des principes de développement durable par les entreprises et intégration dans la RSE

Le concept de développement durable, formalisé en 1987, a profondément influencé l'évolution de la RSE. La définition du rapport Brundtland, "un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs", est devenue un principe directeur pour les entreprises responsables.



# Évolution de la Définition de la RSE

1

2001

Définition initiale de la Commission Européenne mettant l'accent sur le volontariat.

2

2011

Nouvelle définition soulignant la responsabilité vis-à-vis des effets sur la société.

3

Aujourd'hui

Intégration des préoccupations sociales, environnementales et éthiques dans la stratégie de base.

# La Déclaration de Rio : Un Tournant pour le Développement Durable

## Principe 1

"Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature."

## Principe 4

"Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément."

## Agenda 21

Programme d'actions concrètes pour le développement durable au XXI<sup>e</sup> siècle, adopté lors du Sommet de la Terre à Rio.

La Déclaration de Rio en 1992 a marqué un tournant dans l'internationalisation du développement durable. Elle a établi des principes fondamentaux qui ont guidé les politiques de RSE dans le monde entier, mettant l'accent sur l'équilibre entre les besoins humains et la protection de l'environnement.

# Définitions de la RSE: CADRES ET NORMES SERVANT DE BASE AU REPORTING

## Commission Européenne (2001)

Intégration volontaire des préoccupations sociales et environnementales aux activités commerciales et relations avec les parties prenantes.

## ISO 26000

Responsabilité d'une organisation vis-à-vis de ses impacts, comportement transparent et éthique contribuant au développement durable.

## 1.2. Les Parties Prenantes

### ■ Définition de Freeman (1984)

Individus ou groupes pouvant influencer ou être influencés par l'organisation.

### ■ Définition de Hill et Jones (1992)

Participants possédant un droit légitime sur l'entreprise.

### ■ Importance dans la RSE

La RSE ne peut s'envisager sans tenir compte des parties prenantes.

# Parties Prenantes et RSE

1

Internes

Employés, actionnaires, dirigeants.

2

Externes directes

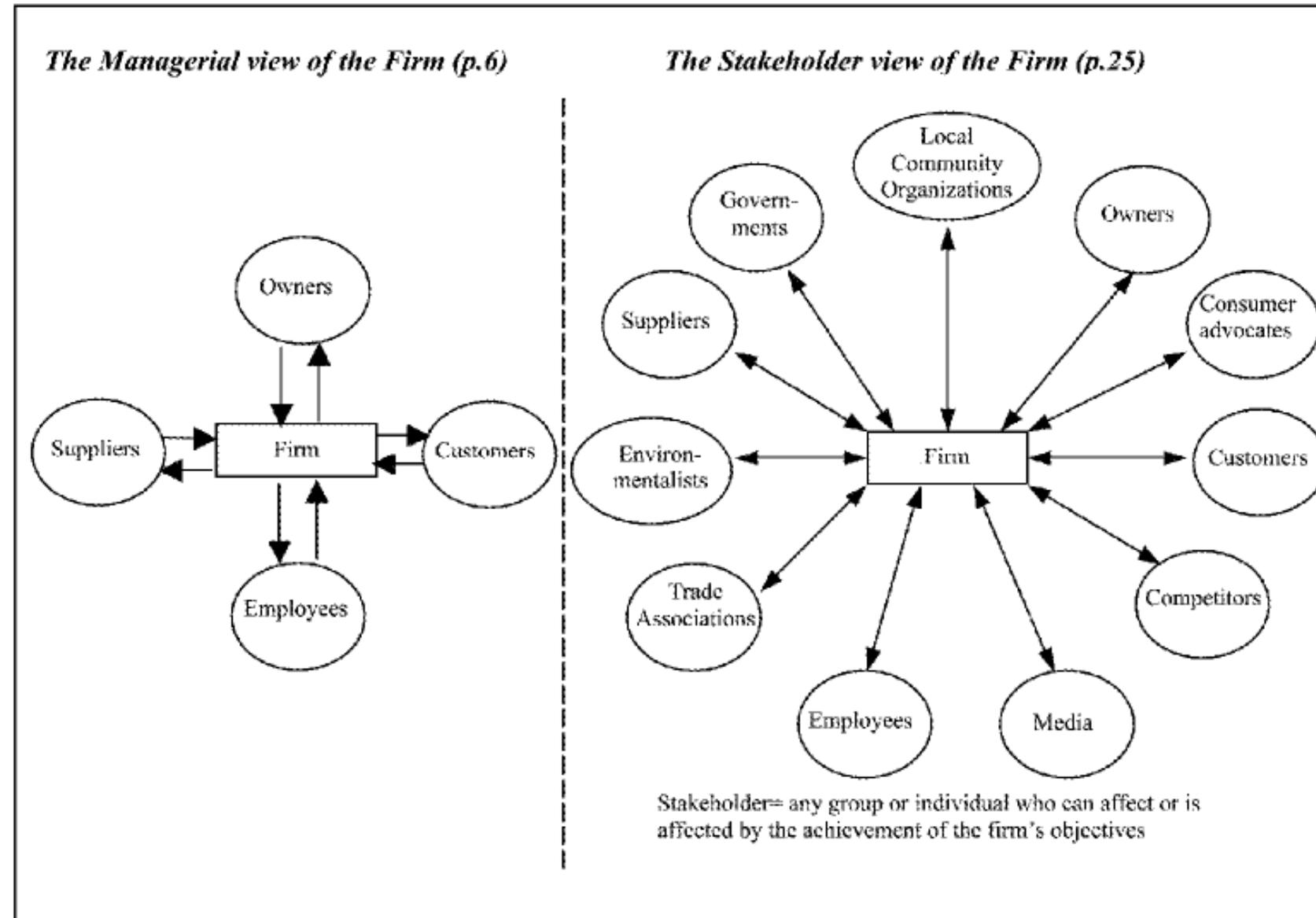
Clients, fournisseurs, partenaires commerciaux.

3

Externes indirectes

Communautés locales, ONG, gouvernement.

Figure 1 – Une représentation des modèles d'intention



Source : à partir de Freeman (1984).

# Complexité des Attentes des Parties Prenantes

## Diversité des Attentes

Chaque partie prenante a des attentes spécifiques, parfois contradictoires.

## Équilibre Délicat

L'entreprise doit jongler entre différents intérêts et priorités.

## Communication Essentielle

Le dialogue avec les parties prenantes est crucial pour une RSE efficace.

# 1.3. Cadres Normatifs et Réglementaires RSE



ISO 26000

Lignes directrices internationales pour la responsabilité sociétale.



GRI – Global Reporting Initiative

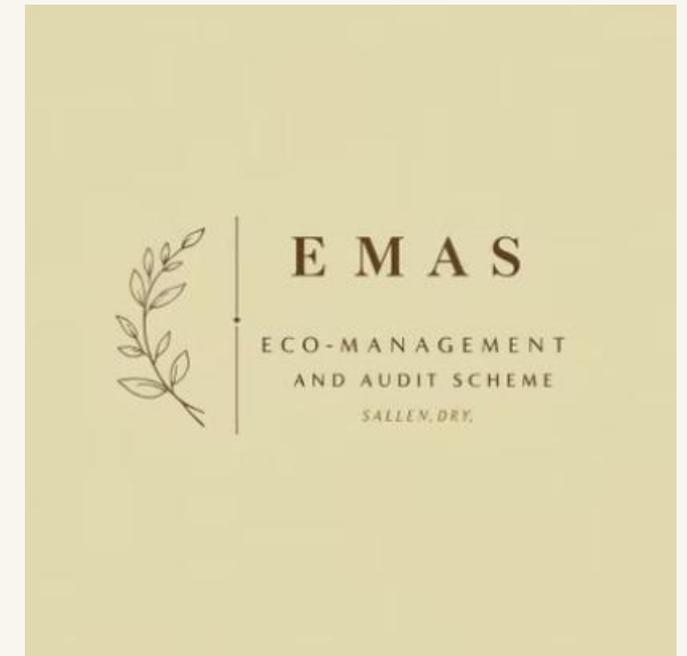
Standards pour le reporting développement durable.



2024

CSRD: Obligation de reporting des normes ESRS ( European Sustainability Reporting Standards) pour les sociétés franchissant certains seuils.

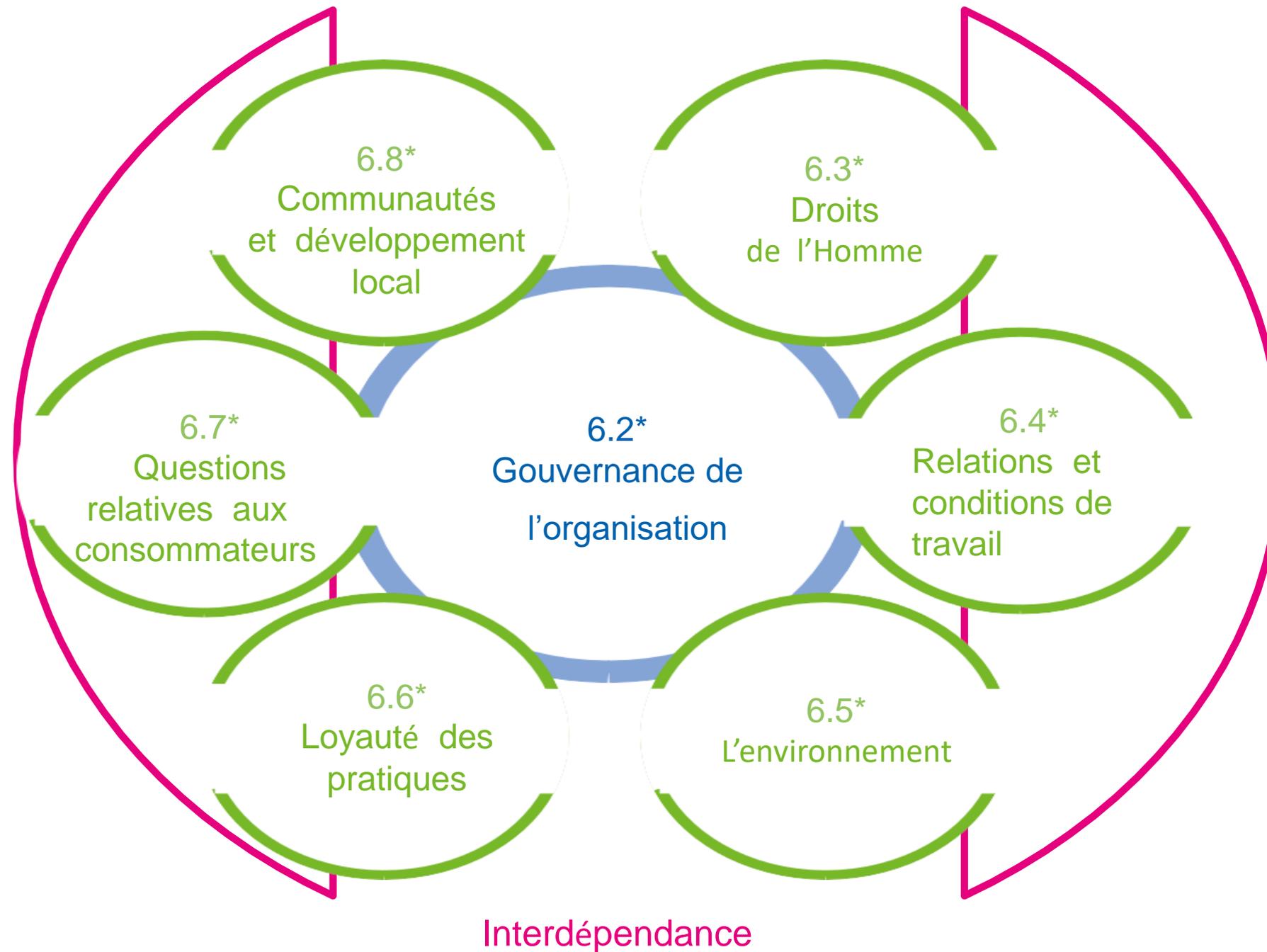
# Normes Relatives à la RSE



Ces normes internationales et européennes guident les entreprises dans leurs démarches RSE, couvrant divers aspects de la responsabilité sociétale.

# ISO 26000

## RSE: les 7 questions centrales





# Évolutions Législatives en France

- 1** — 2001  
Loi NRE : obligation de reporting RSE pour les sociétés cotées.
- 2** — 2010  
Loi Grenelle II : extension du reporting RSE aux grandes entreprises.
- 3** — 2017  
Loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et donneuses d'ordre.
- 4** — 2024  
CSRD: Obligation de reporting des normes ESRS ( European Sustainability Reporting Standards) pour les sociétés franchissant certains seuils.





# Global Reporting Initiative (GRI)



## Référentiel RSE

Cadre normatif pour les démarches de responsabilité sociétale des entreprises.



## Historique

Créé en 1997, premières lignes directrices publiées en 2000.



## Évolution

Révision en 2013 (G4), standards GRI depuis 2016.



# Objectifs et Normes du GRI

- **Encourager le développement durable des entreprises**  
Fournit des normes et indicateurs de suivi des performances RSE.
- **Référentiel volontaire, non un label**  
Les entreprises choisissent librement d'appliquer ces normes.
- **Normes universelles, sectorielles et thématiques**  
Couvre divers aspects du reporting extra-financier.

# La directive CSRD et les standards de reporting

La Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) modifie profondément les obligations de reporting de durabilité des entreprises en Europe.

Elle renforce les exigences de la directive Non-financial Reporting Directive (NFRD) de 2014, en élargissant le champ d'application, en standardisant les obligations et en imposant un format digital pour les rapports de durabilité.



## 2- Reporting interne: Outils de Pilotage Environnemental et Social



# Performance Globale d'Entreprise

1

Performance économique

2

Performance sociale

3

Performance environnementale

La Performance Globale agrège ces trois dimensions essentielles.

Des indicateurs précis permettent de suivre et communiquer les actions RSE.



# Outils de Pilotage Sociétal

## Évaluation des actions RSE

Ces systèmes mesurent l'impact des initiatives sur les partenaires et l'environnement.

## Intégration d'informations diverses

Ils couvrent des thématiques variées, au-delà des indicateurs classiques de performance.



# Classification des Outils de Management Responsable

Niveau	Environnemental	Social	Global
Planification	EMAS, ISO 14000	OHSAS 18000, SA 8000	ISO 26000
Pilotage	Budgets environnementaux	Tableau de bord social	Sustainability Balanced Scorecard
Audit	Bilan Environnemental	Audit social	GRI, CSRD

# Performance Environnementale

## Approche Unidimensionnelle

Basée sur l'éco-efficience : réduire la consommation de ressources et limiter les émissions polluantes.

## Approche Multidimensionnelle

Selon ISO 14000 : résultats mesurables du système de management environnemental en lien avec la politique de l'entreprise.

## 2.1. Comptabilité de Gestion Environnementale



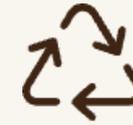
### Aspects Financiers

Intègre les coûts et bénéfices liés aux problématiques environnementales.



### Informations Non Financières

Analyse les flux de matières et d'énergie pour optimiser la performance.



### Amélioration Continue

Vise à réduire les impacts environnementaux et les coûts associés.

# Utilisations de la Comptabilité Environnementale

## Mise en conformité

Planification de projets d'investissement "verts" et reporting réglementaire.

## Éco-efficience

Monitoring des flux et évaluation du retour sur investissement des initiatives.

## Position stratégique

Conception de produits pour le green business et reporting aux parties prenantes.

## 2.2. Tableaux de Bord Environnementaux



1

### Gestion

Organise et actualise les données environnementales pertinentes.

2

### Communication

Partage les informations avec les parties prenantes internes et externes.

3

### Amélioration continue

Permet le benchmarking et la fixation d'objectifs précis.

# Communication Interne et Externe

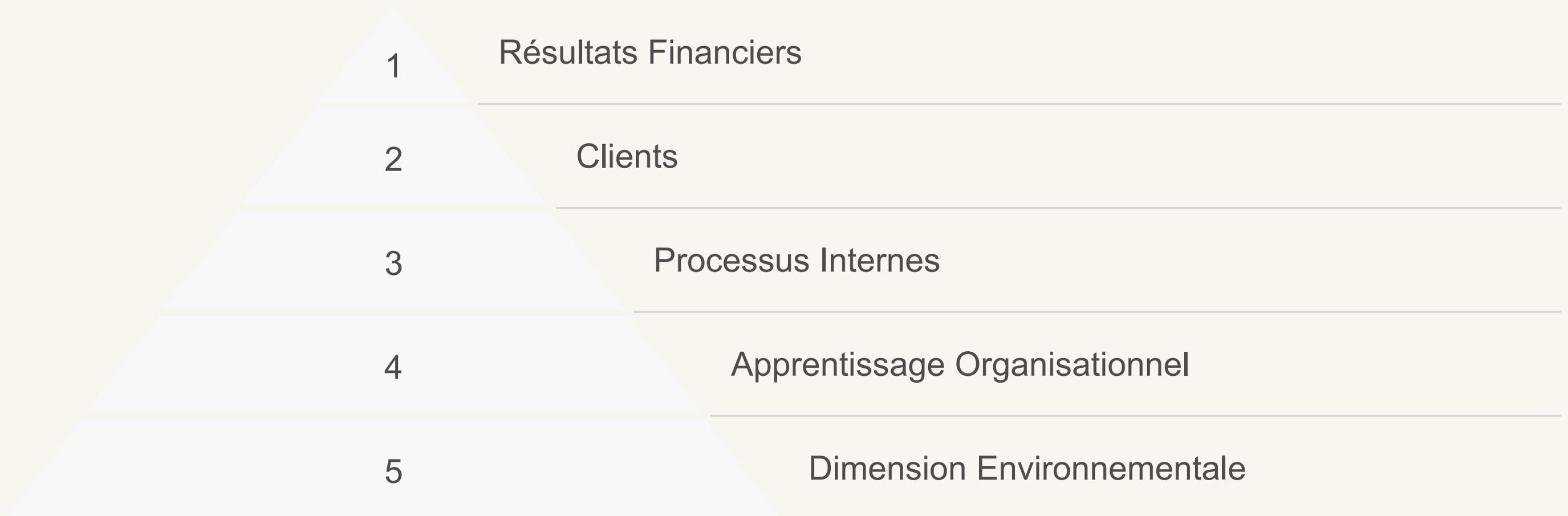
## Communication Interne

Aide les managers à piloter leurs activités en intégrant les aspects environnementaux.

## Communication Externe

Informe les parties prenantes via la publication régulière dans les rapports RSE.

## 2.3. Le Sustainability Balanced Scorecard



Le Sustainability BSC ajoute une cinquième dimension environnementale au modèle classique de Kaplan et Norton.



# Intégration des Objectifs Environnementaux



## Intégration Dimensionnelle

Ajout d'une cinquième dimension environnementale au BSC classique.



## Intégration Causale

Incorporation des indicateurs environnementaux dans les quatre dimensions existantes.



## Scorecard Spécifique

Développement d'un tableau de bord environnemental indépendant et parallèle.

# Conclusion et Perspectives

## Outil Polyvalent

Le tableau de bord environnemental s'adapte aux besoins spécifiques de chaque entreprise.

## Intégration Stratégique

L'environnement devient un élément clé de la stratégie globale de l'entreprise.

## Évolution Continue

Les outils de pilotage environnemental continueront à se perfectionner avec les avancées technologiques.



**APPLICATION:**  
**CAS CONFISERIES**

# 3- Le reporting externe: La directive CSRD et les standards de reporting



## **CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) :**

- La **CSRD** est une directive européenne qui remplace la précédente **Non-Financial Reporting Directive (NFRD)**. Elle impose aux entreprises de publier des informations détaillées sur leur impact en matière de durabilité.

Cela inclut des critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance (ESG). La CSRD vise à améliorer la transparence des entreprises concernant leurs pratiques en matière de durabilité et à encourager les entreprises à adopter des comportements plus responsables. Elle concerne un plus grand nombre d'entreprises que la NFRD, y compris les PME cotées, et exige des informations plus détaillées et vérifiables.

## **ESRS (European Sustainability Reporting Standards) :**

- Les **ESRS** sont les **normes de reporting sur la durabilité** qui ont été développées par l'EFRAG (European Financial Reporting Advisory Group) dans le cadre de la CSRD.

Ces normes définissent les exigences détaillées concernant les informations à fournir par les entreprises dans leurs rapports de durabilité, en lien avec des critères ESG. Les ESRS visent à harmoniser le reporting sur la durabilité à l'échelle européenne et à assurer une comparabilité et une fiabilité accrues des données fournies.



# Périmètre d'application de la CSRD

## Élargissement du Périmètre

La CSRD élargit considérablement le périmètre d'application de la NFRD, passant de 11 700 sociétés à plus de 50 000.

## Sociétés concernées

Sont concernées toutes les sociétés cotées sur un marché réglementé européen, les grandes sociétés européennes, et certaines grandes entreprises non-européennes.

## Exemption de reporting

Les sociétés filiales peuvent bénéficier d'une exemption de reporting si la société mère établit un rapport consolidé.

## Informations minimales

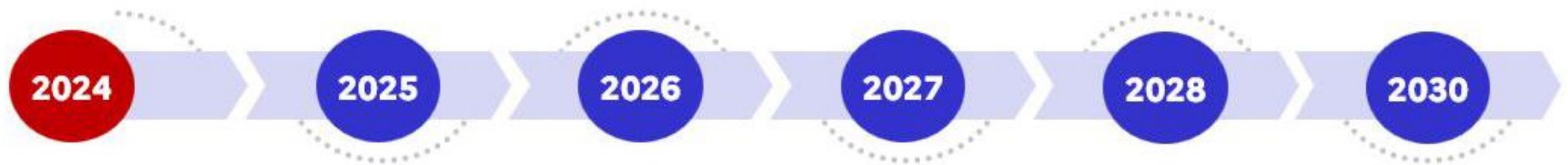
Les filiales exemptées doivent fournir des informations minimales, comme une déclaration d'exemption et un renvoi vers le rapport consolidé.

# Calendrier de l'application

La CSRD est entrée en vigueur en décembre 2022.

Les entreprises concernées doivent élaborer leur premier rapport conformément à la CSRD pour l'exercice 2024.

Les rapports doivent être publiés au plus tard le jour du bilan pour l'exercice 2025.



<b>ESRS tout secteur</b>	<b>2024</b> : 1 <sup>er</sup> exercice de reporting pour entreprises NFRD	<b>2025</b> : 1 <sup>er</sup> exercice de reporting pour autres grandes entreprises			
<b>ESRS sectorielles</b>	<b>S2 2024</b> : ED* sur 1 <sup>er</sup> normes ( <i>processus continu</i> ) - EFRAG	<b>S2 2025</b> : Avis technique final sur 1 <sup>er</sup> normes ( <i>etc.</i> )	<b>Juin 2026</b> : Adoption du 1 <sup>er</sup> acte délégué - CE ( <i>etc.</i> )	<b>2027</b> : 1 <sup>er</sup> exercice de reporting pour secteurs normalisés ( <i>etc.</i> )	<b>D'ici 2030</b> : Adoption des 40 normes - CE ( <i>TBC</i> )
<b>ESRS PME cotées et assimilées</b>	<b>Décembre 2024</b> : Avis technique final - EFRAG	<b>Juin 2025</b> : Adoption de l'acte délégué - CE	<b>2026</b> : 1 <sup>er</sup> exercice de reporting PME cotées ( <i>opt-out 2 ans</i> )		
<b>ESRS autres PME (volontaire)</b>		<b>Janvier 2025</b> : Document final - EFRAG			
<b>ESRS entreprises non-UE</b>		<b>S1 2025</b> : ED* / <b>S2 2025</b> : Avis technical final - EFRAG ( <i>TBC</i> )	<b>S2 2026</b> : Adoption de l'acte délégué - CE ( <i>TBC</i> )		<b>2028</b> : 1 <sup>er</sup> exercice de reporting entreprises non-UE concernées
<b>Digitalisation</b>	<b>2024</b> : Proposition XBRL pour ESRS - EFRAG	<b>2025</b> : Proposition de règles de digitalisation - ESMA	<b>2026</b> : Adoption de l'acte délégué - CE ( <i>TBC</i> )	<b>2027 ou 2028</b> : Mise en service de la taxonomie XBRL ( <i>TBC</i> )	
<b>Guides d'application</b>	<b>Mai 2024</b> : Guides sur analyse de matérialité et CdV - EFRAG	<b>2025</b> : Guide sur plan de transition climat - EFRAG ( <i>TBC</i> )	Prochaines étapes ( <i>TBC</i> )		

\* ED = exposé-sondage

Source compta online  
<https://www.compta-online.net/images/ESRS-calendrier-ANC.jpg>

## **Concept de Double matérialité :**

La CSRD met en avant le concept de double matérialité, ce qui signifie que les entreprises doivent non seulement évaluer les risques auxquels elles sont exposées en matière de durabilité, mais aussi leur impact sur la société et l'environnement.

Cela implique de prendre en compte à la fois les effets des facteurs environnementaux et sociaux sur la performance financière de l'entreprise (matérialité financière) et les conséquences des activités de l'entreprise sur la société et l'environnement (matérialité d'impact).

Les entreprises doivent mener une analyse de matérialité pour déterminer quels sujets sont pertinents pour leur entreprise et devraient être inclus dans leur rapport.

(Novethic)

# Les standards de reporting de durabilité (ESRS)

## Set 1 : normes « tout-secteur »

Normes transversales	Normes thématiques		
	Environnement	Social	Gouvernance
ESRS 1 – Principes généraux	ESRS E1 - Climat	ESRS S1 – Main d’œuvre propre à l’entreprise	ESRS G1 – Conduite des affaires
ESRS 2 – Informations générales	ESRS E2 - Pollution		
	ESRS E3 – Eau et ressources marines	ESRS S2 – Travailleurs de la chaîne de valeur	
	ESRS E4 – Biodiversité et écosystèmes	ESRS S3 – Communautés affectées	
	ESRS E5 – Utilisation des ressources et économie circulaire	ESRS S4 – Utilisateurs et consommateurs finaux	

Normes sectorielles

Normes PME

*Prochaines étapes*

*Traduction libre*

Les 12 normes ESRS tout-secteur ont été publiées au Journal officiel de l’UE le 22 décembre 2023 via

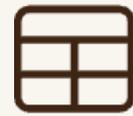
# Présentation des ESRS



Les 12 normes ESRS ont été publiées au Journal officiel de l'UE via l'acte délégué <sup>\*\*</sup>(EU) 2023/2772 du 31 juillet 2023<sup>\*\*</sup>.



La première norme, ESRS 1 « principes généraux », décrit l'architecture et les concepts généraux des normes ESRS : caractéristiques de l'information, double matérialité, etc.



La deuxième norme ESRS 2 « informations générales » détaille les informations que les entreprises devront présenter en lien avec les sujets matériels de durabilité.



Les 10 normes ESRS thématiques précisent les informations spécifiques à fournir sur les impacts, risques et opportunités matériels liés à chaque thématique de durabilité.

# Adaptation des outils et contrôle interne



## Contrôle interne robuste

La CSRD impose une vérification obligatoire du reporting de durabilité.

Un contrôle interne solide et l'implication des organes de gouvernance sont essentiels pour garantir la conformité.



## Dialogue avec les auditeurs

Un dialogue ouvert avec les commissaires aux comptes ou les organismes tiers indépendants est crucial dès le début du processus de reporting.



## Adaptation des outils

Les normes de durabilité exigent de nouvelles données. Les entreprises doivent adapter leurs outils de collecte et de construction de données pour répondre à ces exigences.

# Quelles priorités dans la mise en œuvre du nouveau reporting ?

La CSRD exige un reporting ESG plus approfondi et harmonisé. Les entreprises doivent identifier les priorités pour s'adapter à ce nouveau cadre réglementaire.



# Focus sur les ESRS

## Présentation de l'état de durabilité

L'état de durabilité est un document distinct, présenté dans une section dédiée du rapport de gestion.

Il doit démontrer la connectivité avec les états financiers, montrant l'impact des facteurs ESG sur la performance financière de l'entreprise.

## Structure de l'état de durabilité

La structure de l'état de durabilité est définie dans l'annexe D de ESRS 1 et comprend quatre parties principales, chacune couvrant un aspect distinct du développement durable.

1. Informations générales
2. Informations environnementales
3. Informations sociales
4. Informations de gouvernance



# Gouvernance, vigilance et gestion des risques

## 1 1. Vigilance raisonnable

La CSRD exige une vigilance raisonnable. Il s'agit d'un processus continu et systématique pour identifier, évaluer et gérer les risques et les impacts liés à la durabilité.

## 3 3. Gestion des risques

Le système de gestion des risques et de contrôle interne doit intégrer le processus de reporting de durabilité.

## 2 2. Table de correspondance

La table de correspondance indique où figurent dans l'état de durabilité les informations relatives au processus de vigilance raisonnable.

## 4 4. Contrôle interne

La méthode de hiérarchisation des enjeux de durabilité détermine la manière dont la gestion des risques et le contrôle interne sont intégrés au processus de reporting.

# Impacts, Risques et Opportunités Matériels

## Analyse de Matérialité

L'entreprise doit identifier les impacts, risques et opportunités matériels associés à ses opérations et à sa chaîne de valeur.

Cette analyse doit prendre en compte les effets actuels et anticipés sur le modèle d'affaires, la stratégie et le processus décisionnel.

La description synthétique de ces enjeux matériels est un élément clé du rapport de durabilité.

## Effets Financiers

L'entreprise doit évaluer les effets financiers actuels et anticipés des risques et opportunités matériels sur sa position financière, ses résultats financiers et ses flux de trésorerie.

Ces informations doivent être présentées par horizon de temps.

L'analyse doit inclure les effets financiers attendus, tels que la dépréciation des actifs ou la perte des revenus liés aux risques climatiques.

## **ETUDES DE CAS:**

- 1- CAS CONFISERIES
- 2- CAS BILAN CARBONE DANONE
- 3- EVALUATION EN SALLE